

Revue de presse des Organisations de la Société Civile malienne

25 novembre – 28 novembre 2008 : Le Forum National sur la corruption

Pour cette cinquième édition :

1) Le Forum National sur la corruption

2) Retour sur les journées européennes de développement

Les médias ont tout d'abord largement rappelé que le forum national sur la corruption a été un événement fort attendu par l'ensemble de la population malienne.

Les états généraux sur la corruption annoncent donc un espoir de vaincre ce fléau qui affecte nos systèmes socio-économique. Les participants venus de tout le pays et de la diaspora (*les délégués des régions et du district, les représentants des partis politiques, des administrations d'Etat, de la société civile, du secteur privé, les partenaires techniques et financiers et les personnes ressources*) ont échangé sur les contributions issues des différents échanges et concertations régionales. Ces concertations et échanges ont permis au comité préparatoire des états généraux sur la corruption d'élaborer une feuille de route en vue de conduire les débats du forum.

Les débats ont abordé tous les secteurs de la vie nationale (*la corruption au sein des forces armées et sécurité, dans le domaine de l'éducation, de la justice et du système judiciaire, de la fonction publique et de l'administration, et enfin la corruption dans la gestion des fonds publics*).

Les médias sont revenus, entres autres, sur la corruption au sein des forces armées et de sécurité. Il ressort que les militaires se rendent complices de corruption et de délinquance financière, de dissimulation d'identité, d'abus

d'autorité, de malversation, de trafic d'influence etc.

Quant au domaine de l'éducation, les médias ont cité l'indiscipline et la violation de la réglementation de l'espace scolaire, les fraudes....

En ce qui concerne le domaine de la justice les médias ont souligné que dans le contexte malien, les formes et les mécanismes de corruption sont multiples et variés. En outre, l'appareil judiciaire fait l'objet de vives critiques qui au delà du juge, touchent l'ensemble de la famille judiciaire. La recherche effrénée des décisions favorables crée la collusion entre le juge et l'avocat. Dans ce contexte, les décisions sont le produit d'un arrangement préalable.

Les médias ont également repris les propos du Chef de l'Etat en ces termes : « la lutte contre la corruption ne doit pas se limiter à l'indignation morale ou à la dénonciation outrée ». Aux médias de continuer en qualifiant cette lutte de longue haleine et qui nécessite l'adoption constante des principes de gestion de ressources publiques, de normes de procédure, de mécanismes de contrôle et d'évaluation des structures en charge de la prévention et de la répression.

Les concertations régionales ainsi que celles du district de Bamako ont donc relevé une série de recommandations et propositions que les médias espèrent effectives très prochainement.

SOURCES :

- L'Indépendant 26, 27 & 28.11.08

- Les Echos 24 & 26.11.08

- L'Essor 26.11.08

- Nouvel Horizon 26.11.08

- Soir de Bamako 26.11.08

15 et 17 novembre 2008 : Retour sur les journées européennes de développement

Le Mali a été à l'honneur des troisièmes journées européennes de développement (JED) qui ont porté sur le rôle des autorités locales, la dimension locale du développement et la gouvernance locale.

Plate-forme naturelle pour débattre des grandes problématiques de la coopération au développement et lancer de nouvelles initiatives, les JED donnent la parole à tous : administrations, parlementaires, autorités locales, société civile, organisations internationales, milieux académiques, agences de développement, secteur privé et médias. Elles visent également à sensibiliser les opinions publiques aux questions de coopération au développement.

Parmi les 300 participants invités aux JED à Strasbourg (France), étaient présents le Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie ainsi que d'autres invités de marque (le Président Burkinabé, le Commissaire Européen au Développement, le Ministre luxembourgeois de la Coopération et de l'Action humanitaire...). Dans son allocution, le Président Amadou Toumani Touré est revenu sur les signes de développement au Mali et la qualité de la coopération Mali Union Européenne.

Le Président de la République est également revenu sur le processus de décentralisation en ces termes : **"la décentralisation est perçue au Mali comme un facteur incomparable de cohésion sociale, de paix, de sécurité et de stabilité. Pour nous, la décentralisation est l'épine dorsale du processus de démocratisation. Les**

approches originales de décentralisation, conçues et mises en œuvre par le Mali, s'appuient sur les facteurs suivants : le socle d'une volonté politique en harmonie avec la conviction que la décentralisation ne peut être réussie sans la déconcentration par étapes successives, en rapport avec les ressources humaines et financières disponibles, en vue d'une croissance forte et d'une meilleure redistribution des richesses ; l'élaboration et la mise en œuvre de réformes conséquentes en vue d'améliorer la gouvernance économique ; l'accompagnement financier et technique de l'Union Européenne et d'autres partenaires au développement".

Ces journées ont permis au Président de la République de rappeler l'engagement du Mali dans la marche vers l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Le Président de la République s'est également félicité du soutien de l'ensemble des partenaires qui ont aidé le Mali à procéder à la mise en place du Projet d'Appui à la Réforme Administrative (PARAD) et du Programme de Développement Institutionnel (PDI), tous deux destinés à l'amélioration de la gouvernance économique, pour une meilleure organisation de l'Etat et la modernisation de son administration en renforçant les capacités de celle-ci.

La décentralisation a été accompagnée par la création d'un instrument financier tout aussi original qu'adapté au cadre d'intervention comme l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

Concrétisation de la coopération pour un développement local:

Les journées Européennes ont, en outre, donné l'occasion aux participants de constater l'effort fourni par l'Europe pour le développement de l'Afrique.

L'Union européenne est le premier bailleur de fonds au plan mondial en termes d'aide au développement, avec 56% du total du volume de l'aide. Ce qui représente 31 178 milliards de FCFA. Cette aide devrait passer à 43 230 milliards de FCFA en 2010 pour atteindre 58 900 milliards de FCFA. L'Union européenne est également le premier partenaire commercial des pays en développement.

Pour le cas du Mali, l'Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales (ANICT) a financé pour le seul exercice 2007, 1873 projets pour une subvention totale de 27 milliards de FCFA dont 7 milliards octroyés par l'Union européenne à travers deux canaux de financement : le Fonds Européen de Développement et l'appui budgétaire de l'Etat.

Le chef de l'Etat a salué la qualité de l'accompagnement de la Commission européenne qui a fait preuve de beaucoup de pragmatisme et d'imagination avec la formule d'appui budgétaire générale comme sectoriel en adoptant ces concours complexes du terrain des collectivités locales.

Cependant selon le Président de la République, toutes ces performances ne doivent pas occulter les problèmes liés à la fragilité des structures en place et des difficultés inhérentes aux transferts effectifs de ressources financières et des compétences en ressources humaines, ainsi qu'à l'indispensable création de ressources financières locales autonomes. Cette ambition est au centre des priorités du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté et du Projet pour le développement économique et social (PDES) dont la mise en œuvre s'appuiera sur les efforts budgétaires internes

L'appel à la bonne gouvernance:

Vu que les Organisation Non Gouvernementales (ONG) ne soutiennent pas la définition restreinte de la Commission européenne sur les caractéristiques de la bonne gouvernance, elles se sont réunies entre-elles pendant deux jours pour débattre la question avec leurs partenaires du Sud.

Lors des JED, les ONG ont présenté les conclusions de leur séminaire - intitulées « la gouvernance équitable et démocratique: la perspective du peuple » – à la Direction Générale Développement de la Commission européenne et au directeur d'UN-HABITAT. Des ONG du Nord et du Sud lancent un appel à l'Union européenne pour adopter un autre concept plus élargi de la gouvernance refocalisant sur les pays pauvres et leurs populations.

Les journées européennes du développement se sont toutefois terminées sur une note d'espoir, cf. le dernier paragraphe de la déclaration finale stipulé ainsi : « Nous engageons **à prendre dûment en compte les intérêts et les besoins des pays en développement** et des pays les plus vulnérables dans les réponses aux crises et soulignons la nécessité que les pays en développement soient pleinement associés au processus de réforme du système financier international ».

SOURCES :

- L'Indépendant 20.11.08
- L'Essor 14, 17 & 18.11.08
- Le site <http://www.eudevdays.eu/Files/media/PressRelease/G20declarationFinale>

Le Comité Technique du projet portail internet, base de données et revue de presse des OSC

Contact :

Fédération des Collectifs d'ONG du Mali — FECONG

Tel : 220.94.56

Email: fecongml@yahoo.fr
